

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union – Discipline – Travail



**MINISTRE DE LA SOLIDARITE, DE LA COHESION SOCIALE ET
DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE**

RENFORCEMENT DE LA COHESION SOCIALE A LAKOTA



19 AU 21 SEPTEMBRE 2019

INTRODUCTION

Contexte de réalisation de l'activité

A- ORGANISATION DU DIALOGUE INTERCOMMUNAUTAIRE

- 1 – La visite aux Autorités Préfectorales ;
- 2 - La cérémonie d'ouverture ;
- 3 - Les Travaux en ateliers ;
- 4 - La restitution en plénière des travaux des différents groupes ;
- 5 - La cérémonie de clôture

B- OBSERVATIONS DE LA STRUCTURE ORGANISATRICE

- 1- Au niveau de la participation des populations aux différentes activités
- 2- Au niveau de l'organisation pratique de l'activité.

D- PERSPECTIVES

CONCLUSION

INTRODUCTION

Le Département de Lakota est situé au sud-ouest du pays, dans la région du Loh-Djiboua. L'agriculture est l'activité première de cette localité qui accueille au-delà des autochtones Dida, des peuples venus d'horizons divers, chercher un mieux-être. Ce brassage ethnique, source de diversité culturelle, est aussi un facteur de conflit.

Une mission préparatoire s'est réalisée du 09 au 10 juillet 2019 à Lakota afin de valider l'ensemble des défis identifiés par la Direction de la Cohésion sociale. Il est ressorti des entretiens que le département de Lakota a connu diverses tensions et violences intercommunautaires dues aux :

- litiges fonciers,
- conflits de chefferie,
- diffusion des rumeurs,
- traumatismes nés des élections municipales,
- consommations abusive de l'alcool,
- détentions illégales d'armes blanches,
- manipulations des populations par les hommes politiques,
- luttes politiques acharnées à Lakota entraînant une bipolarisation au niveau des différentes catégories socio-professionnelles,
- refus de certains villages d'accepter l'opération de délimitation des terroirs, de participer aux actions de développement initié par le pouvoir actuel notamment le recensement de 2014.

De plus, le département de Lakota est confronté à de nombreuses coupures d'électricité, des pénuries d'eau potable, au mauvais état des routes et un chômage grandissant des jeunes.

Afin d'atténuer les effets néfastes de cette situation, les autorités préfectorales ont mis en place en mai 2019 un comité de prévention, de gestion, et de règlement de conflits dans le département de Lakota.

Face à une situation socio politique, Il urge d'amener les populations à briser le mur de la méfiance et à vivre à nouveau ensemble.

C'est dans la perspective de ressouder les liens entre les communautés que le Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté (MSCSLP), en partenariat avec le PNUD et l'appui financier du PBF, a organisé trois (3) jours d'activités de dialogue intercommunautaire à Lakota du 19 au 21 septembre 2019.

Le présent rapport résulte de l'organisation pratique de cette activité.

A– ORGANISATION DU DIALOGUE INTERCOMMUNAUTAIRE

1- La visite au corps préfectoral

La délégation du Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté (MSCSLP) conduite par le directeur de la Cohésion Sociale Monsieur SEKA Michel est arrivée à Lakota le mercredi 18 septembre 2019. Elle a rendu les civilités au Sous-Préfet de Lakota Monsieur TRA Bi Gouriafla.

Au cours de cette rencontre, le Sous-Préfet a fait le point des préparatifs de cette activité, notamment en ce qui concerne le volet mobilisation des acteurs locaux.

2- La cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture du dialogue à Lakota a eu lieu le 19 septembre 2019 à la salle de mariage de la Mairie de ladite commune. Elle a été présidée par le Sous-Préfet, représentant Monsieur le Préfet de Département. Les sous-préfets de Niambézeria, Zikisso, Goudouko et de Gagoré ont également pris part à cette cérémonie.

Cette rencontre a vu la participation de 211 personnes composées des élus et cadres, des chefs de villages et de communautés, des guides religieux, des jeunes et des femmes de la localité.

La cérémonie a enregistré quatre (04) interventions, celle de Monsieur KONAN Kouassi, représentant Monsieur le Maire, de Monsieur OUATTARA Peyogory représentant du PNUD, de Monsieur SEKA Michel, représentant le Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté (MSCSLP) et de Monsieur TRA Bi représentant le préfet du département de Lakota.



Une vue des participants



La table de séance (cérémonie d'ouverture)

- **Mot du représentant du Maire de Lakota**

Le premier adjoint au Maire de la commune de Lakota, Monsieur KONAN Kouassi a remercié Madame la Ministre de la Solidarité et de la Cohésion Sociale pour l'organisation des Dialogues Intercommunautaires (DIC). Pour lui, cet atelier vient à point nommé pour apaiser les tensions dans la commune qu'il administre.

Il a également remercié le PNUD pour son appui au MSCSLP dans le cadre de la réalisation de ce projet et félicité les participants pour leur présence tout tant les invitant à s'approprier cette activité.

- **Mot du représentant du Pnud**

Le Représentant du PNUD, Monsieur Peyogory, après avoir salué les illustres invités, s'est réjoui de la tenue de cette activité à caractère cohésif. Il a renouvelé l'intérêt que porte le PNUD à accompagner le MSCSLP dans les projets de développement. Aussi a-t-il rappelé que le dialogue intercommunautaire est un mécanisme très utile pour permettre aux communautés de diagnostiquer les problèmes de leur localité et trouver des solutions. « Sans la paix il n'y a pas de développement, a-t-il ajouté. C'est pourquoi le PNUD accompagne toutes les actions qui vont dans le sens de la paix.

Le DIC est une activité dont les retombées sociales impactent favorablement la cohésion sociale, symbole de développement durable. Enfin, il a exhorté les populations à vivre ensemble malgré leur diversité.

- **Mot de Monsieur le Directeur de la Cohésion Sociale**

Monsieur Michel SEKA a d'abord adressé les salutations de Madame la Ministre aux participants et remercié en son nom toutes les autorités présentes pour les mesures idoines prises pour ramener le calme à Lakota, puis pour la mobilisation des participants à cet important atelier. A ces remerciements, ont été associés le PNUD pour sa sollicitude constante à l'égard des populations et ses actions aux côtés du MSCSLP pour la consolidation de la paix et le renforcement de la cohésion sociale. Enfin, Monsieur Seka a défini à cette occasion, le dialogue inter communautaire comme étant une approche pacifique de résolution des conflits et situé l'importance de sa capacité à contribué efficacement à la consolidation de la paix.

- **Mot du représentant du préfet de Lakota**

Monsieur Tra Bi, représentant le préfet a d'abord témoigné sa reconnaissance et sa gratitude au Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté pour l'initiative qui vient renforcer la cohésion sociale dans le département.

L'administrateur Civil a remercié les différents acteurs pour l'intérêt qu'ils accordent pour la recherche de la paix et invité ses administrés à participer avec assiduité et avec grand intérêt à cette activité de dialogue intercommunautaire. Il a ainsi déclaré ouvert les ateliers de dialogue intercommunautaire à Lakota.

Après la présentation des articulations de l'activité, les participants ont été invité à des échanges pour un diagnostic exhaustif des problèmes qui fragilisent les rapports entre les communautés à Lakota.

3- Les travaux en atelier

Les journées du 19 et 20 septembre 2019 ont été consacrées aux travaux en atelier. Les participants ont été répartis en quatre (04) groupes : (i) le groupe des chefs traditionnels, de communautés et guides religieux ; (ii) le groupe des femmes ; (iii) le groupe des jeunes ; (iv) le groupe des cadres, des élus et chefs de services. Pendant ces deux jours, les quatre (04) groupes ont été soumis à un questionnaire libellé ainsi qu'il suit :

1. Quels sont les problèmes qui minent la cohésion sociale à Lakota?
2. Quelles sont les propositions de solutions pour remédier à ces problèmes ?
3. Quels engagements pouvez-vous prendre pour mettre en œuvre ces solutions ?
4. Pour soutenir vos engagements, quelles recommandations pouvez-vous formuler ? A vous-mêmes ; b- Au gouvernement ; C- Aux partenaires techniques et financiers.

La restitution en plénière des travaux des différents groupes

Lors de la restitution des travaux le samedi 21 septembre 2019, le porte-parole de chaque groupe a présenté les résultats des réflexions du groupe auquel il appartient. Cette tribune a été une véritable occasion pour exposer le diagnostic des problèmes qui minent ou qui peuvent miner la cohésion sociale dans la localité et pour proposer des solutions à chaque problème identifié. Les différents groupes composés de chefs traditionnels et guides religieux, des élus, cadres et chefs de services, des femmes et des jeunes ont analysé **les différentes causes** qui menacent la cohésion sociale.

Au niveau des causes immédiates :

- la mésentente entre les deux leaders du département; le Maire Mery Samy et le Député Abdoulaye Kouyaté
- la tenue des propos haineux par les acteurs politiques ;
- la propagation des messages de haine et de tribalisme pendant les périodes électorales sur les réseaux sociaux;
- le rejet des résultats des urnes.
- le refus de la contradiction.

- le convoyage des électeurs au moment de l'enrôlement des électeurs et le jour du vote.

Au niveau des causes sous-jacentes :

- l'implication négative des chefs dans la politique à travers le système parrainage des candidats ;
- le trafic d'influence (abus d'autorité) de certains leaders politiques ;
- le manque de formation des leaders politiques ;
- la manipulation politique de la jeunesse par les deux leaders politique actuelle du département ;
- l'intoxication, l'instrumentalisation des militants ;
- la partialité de la CEI locale.
- la suspicion (prêter de mauvaises intentions à l'autre) ;
- le manque de collaboration entre les chefs de villages et les chefs de communautés ;
- l'incivisme des populations (le manque de respect aux autorités coutumières, des lois et arrêtés) ;
- la conduite et pratique de certains chefs de communauté en chefs de villages ;
- la délinquance juvénile (l'existence des fumoirs) ;
- L'implication négative des cadres du village dans le choix des chefs ;
- la consommation abusive de l'alcool, la drogue, les stupéfiants ;
- le manque d'emploi des jeunes qui conduit souvent les jeunes aux vices et actes mal sains (vols, braquages etc...) ;
- l'immixtion des non nationaux dans la politique nationale.

Au niveau des causes lointaines :

- la vente illégale des terres ;
- le mauvais règlement des litiges fonciers ;
- les conflits récurrents entre éleveurs et agriculteurs (la divagation des animaux qui détruisent les exploitations agricoles)
- le mauvais découpage territorial des circonscriptions électorales (mairie et député) qui occasionne l'insuffisance de poste électif ;
- le non-respect de l'arrêté concernant la prosopopée (interrogation des cercueils).
- la marginalisation de la gente féminine dans toutes les activités concernant le développement de Lakota.

A ce diagnostic des problèmes qui menacent la cohésion sociale, les quatre groupes **ont proposé des solutions** suivantes pour y remédier : il s'agit notamment de :

- l'organisation d'un dialogue entre les principaux acteurs politiques afin de ramener définitivement la paix à Lakota ;
- la formation des acteurs politiques et de la population au civisme, aux règles de la démocratie et aux lois de la république;
- la sensibilisation de la population et particulièrement les non nationaux sur les processus électoraux;
- l'acceptation de l'adversaire, de la contradiction et des résultats des élections ;
- la transparence dans le processus électoral ;
- la tenue du bon ton des leaders politiques et des leaders d'opinions ;
- la création des parcs pour les animaux ;
- la mise en place des comités de gestion foncière présidés par les chefs de villages;
- la saisine de ses comités de gestion foncière en cas d'acquisition de terrain ou en cas de conflits ;
- la vérification de l'information afin de lutter contre les rumeurs ;
- la franche collaboration entre les chefs de villages et de communautés, des élus et des cadres ;
- la réduction de la délinquance par la création de nombreux centres de formation ;
- l'implication positive des cadres du village dans le choix des chefs ;
- la création d'emploi ou d'activités génératrices de revenus ;
- La formation à l'entrepreneuriat, à la gestion des projets ;
- L'implication des femmes dans les actions de développement ;
- La mise en place et l'équipement (moto) d'un comité de maintien de la paix composé par les différentes ethnies.

Des recommandations ont été formulées par les différents groupes en vue de s'inscrire résolument dans une dynamique de renforcement de la cohésion sociale.

Au niveau du gouvernement

Par rapport au renforcement de la cohésion sociale :

- Organiser une journée de réconciliation à LAKOTA ;
- Assurer l'autonomisation financière des chefs de villages ;
- Garantir l'accès équitable aux services sociaux;
- Promouvoir les vertus démocratiques ;
- Poursuite les efforts en matière de facilitation du retour des réfugiés et exilés
- Promouvoir la fermeté et l'impartialité dans l'application des lois et règlements en vigueur ;
- Libérer les détenus de la crise post-électorale.

Par rapport au développement du Département de Lakota

- Financer les projets des jeunes ;
- Améliorer des conditions de vie des populations par la création ou la réparation des pompes hydrauliques villageoises ;

Au niveau des partenaires techniques

- Construire et équiper (bâches et chaises) la maison des chefs.
- Créer des fermes pilotes d'élevage et formation de la jeunesse à l'élevage de poulets, de bovins et de caprins ;
- Mettre en valeur les baffons pour la riziculture (mécanisation)
- Installer des unités de fabrication d'Attiéké ;
- Installer des décortiqueuses de riz.
- Financer les projets des femmes (élevages et agricultures etc.) ;
- Construire une usine de transformation de manioc
- Appuyer financièrement les besoins des jeunes en matière de formation et renforcement de la cohésion sociale.

Les participants au dialogue inter communautaire ont pris les engagements ci-après :

- La promotion des alliances à plaisanterie inter communautaire;
- L'incitation des populations au respect du bien public;
- La mise en place d'un mécanisme de règlement pacifique des conflits;
- L'acceptation de l'autre malgré la différence;
- Le respect des lois ;
- Ne plus participer aux réunions convoquées par ses deux élus ;
- Refuser d'être des instruments de mésententes à Lakota ;
- Sensibiliser les époux et les enfants à ne plus prendre part aux réunions politiques ;
- Refuser de véhiculer des messages injurieux, des rumeurs sur les réseaux sociaux qui pourraient mettre à mal la cohésion sociale ;
- Respecter les autorités, les institutions de la république ;
- Rejeter la violence dans toutes ses formes ;
- Recourir à la concertation avant toute prise de décision.

La cérémonie de clôture

La cérémonie de clôture est intervenue aussitôt après la restitution des travaux de groupes. Deux cent huit (208) personnes ont assisté à cette dernière étape de l'atelier. Elle a été marquée par les interventions du Représentant du maire, du PNUD, du MSCSLP et le Préfet du Département a clos la série des interventions par son mot de clôture de l'atelier.

L'essentiel des interventions était des mots de remerciement à l'endroit du MSCSLP, des autorités préfectorales, du PNUD et de tous les acteurs locaux pour le grand intérêt accordé à cet évènement à travers une présence massive et assidue durant ces 3 jours.

Tous ont reconnu la pertinence des résultats issus de ces deux journées de réflexion intense qui ont permis le passage en revue des problèmes de cohésion sociale dans la localité. Ils ont invité toute la population à faire preuve de retenue dans leur propos et à être des relais d'information auprès de leurs différentes communautés.

Ils ont enfin souhaité que Lakota retrouve la cohésion d'alors et quitte la zone rouge (qualification donnée par le système des Nations unies aux localités à forts risques de violences). Les autorités ont aussi invité toutes les populations à mettre en œuvre les engagements pris.

C- LES OBSERVATIONS DE LA STRUCTURE ORGANISATRICE

Au niveau de la participation des représentants des populations aux ateliers.

Catégories	Atelier	
	J1	J2
Chefs traditionnels et de communauté	36	38
Elus, cadres et chefs de service	19	20
Femmes	24	24
Jeunes	45	44
Total	124	126

Cérémonie d'ouverture	211 participants
Cérémonie de clôture	208 participants

Nous avons constaté un fort taux de présence des chefs traditionnels et des jeunes qui ont répondu favorablement à cette activité. Au total, 211 personnes ont participé à la cérémonie d'ouverture du dialogue inter communautaire et 208 personnes présentes à la cérémonie de clôture.

Au niveau de l'organisation pratique de l'activité de dialogue inter communautaire

L'activité a pu se dérouler grâce à :

- l'engagement de Madame le Ministre en charge de la Cohésion Sociale à consolider la paix dans le département de Lakota;
- la disponibilité et la motivation du corps préfectoral notamment le Sous-préfet central de Lakota et les services de la Mairie qui ont tout mis en œuvre pour la réalisation de cette importante activité.

- la volonté et surtout l'intérêt de la population à tourner définitivement la triste page du conflit dans le département à travers une participation active et des échanges sans faux-fuyants sur les questions soumises à leurs réflexions;
- l'appui financier du PNUD pour la réalisation de cette activité de rapprochement

2- PERSPECTIVES

L'efficacité de l'action du dialogue intercommunautaire sur le rapprochement entre communautés résidant à Lakota dépendra en grande partie de la mise en œuvre effective des résolutions issues de cet atelier. A cet effet, la Direction de la cohésion sociale et le PNUD propose de tenir dans les prochaines semaines des activités de consolidation de la paix à Lakota:

- Le renforcement des capacités des chefs communautaires, des responsables d'association aux techniques de prévention, de gestion et de résolution de conflits,
- La formation des jeunes à la gestion de la rumeur.

CONCLUSION

La mobilisation, l'assiduité durant les travaux et l'implication de tous les participants au succès de l'activité constituent des raisons de croire que le dialogue intercommunautaire peut contribuer à ressouder à nouveau le tissu social fragilisé.

Le Directeur de la Cohésion Sociale



Monsieur SEKA Michel